

L'enseignement et la recherche sont *vos*re bien.

***Nous* le défendons !**

L'enseignement supérieur et la recherche sont votre bien comme le sont l'hôpital, la justice ou la culture. Pour en améliorer la qualité, les universitaires ont fait dès 2004 des propositions : aucune n'a été retenue. Aujourd'hui, le gouvernement orchestre la casse de l'Université et de la recherche en faisant passer des réformes dans l'urgence et sans aucune concertation. Ces réformes visent à leur faire abandonner leur vocation première, l'élaboration et la transmission de savoirs, pour les subordonner aux seules exigences de la rentabilité à court terme. C'est pour dénoncer cette régression, protéger et faire progresser ce service public en danger que nous nous battons.

Informez vous.

Pourquoi la communauté universitaire est-elle en colère ?

Parce que nous voulons que nos enfants continuent à être formés par des enseignants compétents dans leur discipline et bien préparés à leur métier :

Le projet de réforme du gouvernement (« mastérisation ») supprime l'année de stage rémunéré dans les classes et enverra dans les établissements des enseignants sans véritable formation pratique. Par ailleurs il diminue d'au moins 30% la durée d'apprentissage de la matière à enseigner.

Parce qu'un enseignement de qualité réclame des moyens :

L'Etat n'investit que 6000 euros/an à l'Université contre 13 000 euros en classes préparatoires. L'annonce d'une augmentation par étudiant de 1000 euros/an ne suffira donc pas à réduire cet écart considérable.

Parce que le nombre de postes dans les universités diminue tandis que celui des étudiants augmente :

Malgré le taux d'encadrement le plus faible d'Europe, l'Université française a su faire face à l'arrivée massive d'étudiants. Aujourd'hui, avec les nouvelles suppressions de postes prévues, elle ne peut plus accueillir convenablement les étudiants.

Parce que la loi sur l'autonomie des universités renforce la compétition et les inégalités entre les universités :

Cette loi crée des pôles d'excellence concentrant l'essentiel des subventions de l'état (par exemple Strasbourg) au détriment des plus petites universités qui deviendront des établissements de seconde zone.

Parce que nous ne voulons pas voir augmenter les frais de scolarité :

Pour compenser la perte de ressources des universités, l'Etat voudrait transformer les étudiants en usagers payant le service offert. En Angleterre, au nom de cette même politique, les droits d'inscription sont passés en moyenne de 100£ à 8000£/an.

Parce que nous ne voulons pas que le métier d'enseignant soit dévalorisé :

La réforme du statut d'enseignant-chercheur traite l'enseignement comme une punition et la recherche comme une récompense alors que ces deux activités sont complémentaires.

Parce que le temps que nous pouvons consacrer à la recherche diminue :

Nous voulons pouvoir faire convenablement nos enseignements et nos recherches. Or nos charges d'enseignement, pédagogiques et administratives n'ont cessé d'augmenter, réduisant d'autant notre temps consacré à la recherche.

Parce que la précarité s'installe dans les amphis et les labos :

Nos statuts stables nous ont permis de maintenir la recherche au meilleur niveau malgré ces handicaps budgétaires. Cet équilibre est menacé car de plus en plus de postes sont remplacés par des emplois précaires.

Parce que le nombre de chercheurs diminue :

Alors que notre ministre affirme que la recherche est « une priorité nationale », le nombre de postes de chercheurs ouverts au concours ne cesse de diminuer (de 25% au CNRS cette année) ce qui ne compense même pas les départs à la retraite.

Parce que nous voulons continuer à être évalués par des spécialistes de notre domaine et non par des gestionnaires :

Les universitaires, contrairement à ce qui est dit, sont évalués tout au long de leur carrière. Nous avons fait des propositions pour améliorer cette évaluation mais nous refusons celle faite par des gestionnaires sur des critères quantitatifs absurdes.

Parce que nous voulons des organismes de recherche forts et indépendants :

Nous dénonçons le démantèlement en cours des organismes de recherche (CNRS, INSERM,...) et le pilotage de la recherche par les seuls pouvoirs politique et économique.

Parce qu'il est faux de dire que la recherche française est en déclin :

Malgré ce contexte défavorable, la recherche française est reconnue internationalement et largement primée. Elle tient le 6^{ème} rang mondial alors que son budget par rapport au PIB n'est qu'au 26^{ème} rang.

**L'Université et la recherche françaises ont besoin de réformes
mais pas celles-là, pas comme ça !**

Quelques **sites Internet** pour vous informer :

<http://mathsrennes1.blogspot.com/>

<http://rennes1.blogspot.com/>

<http://www.sauvonslarecherche.fr/>

<http://www.sauvonsluniversite.com/>